N. 1. — JUILLET 1841. 2 fr. 40 c. par an. — 20 c. le numéro. RUE DE LA VERRERIE, 52.

L'HUMANITAIRE,

ORGANE DE LA SCIENCE SOCIALE.

L'Humanitaire paraît une fois par mois, du 5 au 10. Il est fondé et rédigé par une collection de souscripteurs, qui retirent un nombre d'exemplaires équivalant à leur souscription. Le bureau du journal est rue de la Verrerie, 52. Des dépôts du journal sont établis chez *Rouanet*, libraire, rue Verdelet, 4; chez *Prévôt*, libraire, rue Bourbon-Villeneuve, 61; *France*, libraire, rue de Seine-Saint-Germain, 16.— Prix d'abonnement pour Paris : un an, 2 fr. 40 c. — Six mois, 1 fr. 20 c. — Pour les départements : un an, 3 fr.— Six mois, 1 fr. 50 c., en un mandat sur la poste.

PREMIÈRE PARTIE.

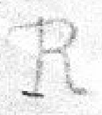
DOCTRINE.

Le journal que nous publions a pour mission de développer les principes de la science sociale.

La doctrine que nous professons, et que nous croyons faire adopter à tous les hommes de bonne foi, n'est pas nouvelle; elle a eu pour apôtres, dans tous les temps, les hommes les plus éminents. Cependant nous pensons qu'aucun d'eux n'en a donné une idée suffisamment nette, suffisamment complète. Les découvertes de la science rendent en outre indispensables de nouveaux développements, dont l'évidence soit démontrée par des arguments au niveau de ces découvertes. Nous venons entreprendre cette tâche.

Avant de faire connaître les bases de notre doctrine, il nous paraît indispensable de résoudre une question qui se présente naturellement à tout homme qui entreprend de découvrir la cause des maux, des crises, des révolutions, en un mot, de tous les fléaux dont l'humanité est accablée depuis tant de siècles. Cette cause serait-elle le produit de la SOCIABILITÉ? le mal serait-il inhérent à LA NATURE HUMAINE? ni l'un ni l'autre de ces deux cas, nous allons le prouver.

Si la première question devait être résolue par l'affirmative, la sociabilité ne serait pas le mode d'existence le plus conforme à la nature de l'homme, à son ORGANISME; l'état sauvage, ou d'isolement, serait alors celui qui lui conviendrait. La question énoncée de la sorte devient beaucoup moins difficile à résoudre; ou plutôt, il est presque impossible de ne pas se prononcer sur-le-champ pour la négative. En effet, une simple notion de la nature et des besoins de l'homme suffit pour faire comprendre que l'état de société est seul conforme à son organisme, en ce sens que la société peut seule donner et garantir une satisfaction entière à tous ses besoins; les besoins intellectuels et les besoins moraux, dont la satisfaction est aussi impérieuse que celle des besoins physiques pour constituer le bonheur, ne pouvant recevoir aucune satisfaction dans l'état sauvage et d'isolement. Ainsi donc, l'homme est un être FATALEMENT SOCIAL, et la sociabilité produit en outre la seule SITUATION qui rende possibles toutes les améliorations dont son organisme est susceptible. Quelle est alors la cause de ces révolutions incessantes, de ces souffrances éternelles de l'humanité, dont l'histoire nous offre le tableau? la cause du mal est dans l'organisation de la société, qui, au lieu de baser ses lois sur celles de la nature, et de les conformer à l'organisme humain, s'est constamment plus ou moins écartée des lois de la première, et mis des entraves ou des obstacles au développement du second : voilà la véritable source du mal. Les différentes phases, les crises violentes qu'a subies l'humanité, viennent confirmer notre assertion. Celles-là nous enseignent que l'homme, sortant des mains de la nature, n'a ni idée, ni penchant, ni aptitude, puisque chaque fois que la situation sociale a changé, sa manière de penser, d'agir, de raisonner a différé; d'où la conclusion que le système des idées innées, des penchants innés, des aptitudes innées est souverainement absurde, et souverainement en contradiction avec la connaissance de l'organisme humain. Comment serait-il possible d'admettre que l'homme naissant avec des idées, le milieu social aurait la puissance de les changer, dénaturer, bouleverser? Les lois de la nature ont plus de constance et de fixité; l'homme ne peut jamais les changer entièrement, et c'est toujours à son préjudice qu'il s'en écarte. Nous ne pousserons pas plus loin notre argumentation dans cet article; les bornes nous en empêchent : nous n'avons, du reste, d'autre but ici que d'indiquer les bases de notre doctrine; nous démontrerons, dans les numéros suivants, l'évidence de la vérité de nos principes. Nous disons donc : l'homme naît avec des besoins et des facultés; sa conservation exige impérieusement la satisfaction absolue des premiers et le développement complet des seconds. Les crises violentes, les révolutions diverses qui ont tour-à-tour et si souvent bouleversé l'humanité, sont la protestation de la nature humaine contre un ordre social qui ne garantissait pas la satisfaction entière de tous ses besoins, et le développement complet de toutes ses facultés; tel est l'enseignement qui ressort de l'étude de l'histoire des vicissitudes humaines. Il a une portée immense. Ainsi l'histoire sera la



preuve vivante de la justesse de nos raisonnements, et sera, pour ainsi parler, la redoute inexpugnable derrière laquelle s'abritera notre doctrine sociale, basée sur l'étude des lois immuables de la nature, et la connaissance exacte de l'organisme humain.

La nécessité et l'utilité de la science démontrée, il s'agit d'en rechercher le but et la base. C'est ce que nous allons faire, en nous restreignant toutefois dans les bornes de notre cadre.

Le but de la science sociale est *la garantie d'une situation entièrement conforme à l'organisme humain;* sa base est *la connaissance exacte de cet organisme.*

Une situation conforme à l'organisme de l'homme implique nécessairement la satisfaction absolue de tous ses besoins, le développement complet de toutes ses facultés; car vivre conformément à sa nature, c'est satisfaire à toutes les conditions qu'elle réclame. Voilà le vrai *criterium* de la SAGESSE humaine; voilà le VRAI (1) BONHEUR. La meilleure garantie de la satisfaction absolue de tous les besoins physiques de l'homme est dans l'emploi le plus judicieux des ressources de la nature, dans la connaissance des conditions les plus propres à multiplier ces ressources. Ainsi, trouver la situation qui produit la plus grande économie, qui prévient les abus, les gaspillages, qui augmente la masse des ressources naturelles, est donc aussi du domaine de la science sociale. Ce second problème, du reste, ne vient point rompre l'unité de la science: car il n'est que la conséquence du premier qui, tel que nous venons de le formuler, énonce implicitement tous les autres problèmes sociaux, et la solution de chacun d'eux ne sera que la conséquence de la solution du premier: tout s'enchaîne dans la nature.

Le développement complet de toutes les facultés de l'homme sera la garantie de l'*utilité* (2) de tous ses actes. Ainsi, le mal, c'est-à-dire, l'acte par lequel l'homme se nuit à lui-même ou nuit à un être de son espèce, doit devenir impossible dans une organisation sociale basée sur la nature humaine. Y aurait-il quelque chose de plus absurde que d'admettre que l'homme, être doué d'INTELLIGENCE, de RAISON, peut se nuire ou commettre des actes insensés, déraisonnables, lorsque toutes ses facultés intellectuelles et morales auront reçu un complet développement? Non; rien ne serait plus absurde; car, du développement complet des facultés doit résulter la RAISON, ou la connaissance exacte, précise de l'utile et du nuisible: et ces deux choses, scrupuleusement indiquées et définies, ne pouvant plus être confondues, deviendront alors l'unique mobile de tous les actes de l'homme, comme elles sont aujourd'hui le mobile de tout homme SAGE. Il n'est donc pas vrai, dira-t-on, que *l'homme est méchant*, puisque vous prétendez lui ôter jusqu'à la possibilité de faire le mal? Non, certainement non, les hommes ne sont pas méchants; ils sont niais et ignorants. Un ordre social en opposition évidente avec les lois éternelles de la matière et les besoins de la nature humaine, a faussé toutes nos connaissances, entravé le développement de la science, et poussé l'homme, ignorant et semblable à la brute, à commettre des actes nuisibles à sa conservation: pour remédier au mal, il faut développer chez l'homme cette faculté précieuse qu'il a reçue de la nature, la RAISON; en faire la mesure de la satisfaction de ses besoins matériels, comme elle est la seule règle qu'il ait à consulter dans chacun de ses actes. Par ce développement de la raison, on ôte à l'homme toute possibilité de faire le mal, car il serait odieusement absurde de prétendre que l'homme sensé, qui n'agit jamais que d'après la raison, peut se nuire à lui-même.

Mais, objectera-t-on, nous sommes, comme vous, convaincus que l'homme chez qui la raison ou l'intelligence aura été développée, ne se nuira jamais par aucun de ses actes; où est la garantie qu'il ne nuira jamais à aucun de son espèce? Cette garantie est dans le principe même que nous venons de poser; nous reconnaissons et nous proclamons que l'homme SENSÉ est celui qui vit conformément à sa nature; or, puisque vivre d'une manière conforme à sa nature, c'est donner satisfaction à tous ses besoins, il s'ensuit que l'homme qui nuirait à son semblable, ne donnerait pas une satisfaction entiere à tous ses besoins, puisque les besoins moraux ne sont autre chose que la sympathie et l'amour de ses semblables; or, aimer son semblable n'est pas lui nuire, et, dire que le contraire peut avoir lieu, serait ponctuellement nier que l'homme a des besoins moraux. Quel est celui qui admettrait cette conséquence? Au surplus, si tout le monde n'était pas convaincu de la justesse de notre dernier raisonnement, nous dirions que, dans notre organisation, le problème suivant est nettement résolu: *trouver une situation dans laquelle il soit impossible que l'homme nuise à son semblable sans nuire à lui-même.* Nous reviendrons sur toutes ces questions.

Tels sont les points fondamentaux de toute science sociale, et sur lesquels elle doit donner une solution nette, évidente; et ces points renferment tout; car, la nature étant une, indivisible, tout en elle, comme nous l'avons déjà dit, s'enchaîne et se lie.

Après avoir longtemps étudié et recherché la solution de tous ces problèmes, nous avons acquis la CERTITUDE que la SITUATION ÉGALITAIRE pouvait SEULE les résoudre tous; notre journal le prouvera d'une manière évidente, irréfutable.

La conséquence première de ce principe étant l'UNITÉ, l'INDIVISIBILITÉ ne peut admettre aucune division, aucun morcellement du sol; nous voulons donc la COMMUNAUTÉ DES BIENS.

Mais quel orage de récriminations et d'objections, les deux mots égalité et communauté ne soulèvent-ils pas! l'égalité, loi absolue, n'existe nulle part; sa réalisation serait la négation de l'être intellectuel et moral! la destruction de la science et des arts, le retour à l'abrutissement et à l'état sauvage! et cette

(1) La corruption du langage nous forcera quelquefois à employer des épithètes absurdes ou redontantes. Ici, par exemple, le modatif *vrai* ne convient nullement au mot bonheur. Il n'y a pas plusieurs sortes de bonheur; il existe, ou il n'existe pas.

(2) Par ce mot utilité, nous entendons tout ce qui contribue à la santé, à la conservation et, par conséquent, au bonheur de l'homme; nous appellerons nuisible, tout ce qui sera le contraire.

noble et précieuse faculté de l'homme l'ACTIVITÉ, l'égalité l'anéantit! et quelle langueur, quelle monotonie, quelle contrainte dans la communauté des biens! ensuite, que de dissidences parmi les communistes! chacun entend la communauté à sa manière! d'où vient donc ce manque d'unité? Pourquoi donc ce nouveau journal communiste, lorsque déjà il en existe deux à Paris? Nous allons répondre quelques mots.

Les physiologistes reconnaissent dans l'homme trois natures bien distinctes, en d'autres termes, trois ordres de faits ; de là trois sortes de besoins: les besoins physiques, les besoins intellectuels, les besoins moraux. Loin de vouloir contester cette trinité de l'organisme humain, de l'existence de laquelle nous sommes parfaitement convaincus, nous disons que la société doit donner satisfaction entière à tous les besoins de l'homme. Or, puisque nous reconnaissons chez l'homme des besoins intellectuels et moraux, dont la satisfaction, pour nous, est aussi impérieuse que celle des besoins physiques, nous sommes donc loin de vouloir anéantir l'être intellectuel et moral; nous démontrerons, au contraire, que l'organisation égalitaire permet seule le développement complet de toutes les facultés de l'homme. C'est là, du reste, la conséquence impliquée dans la formule dont nous nous sommes servis pour énoncer le problème social. En effet, posant en principe que le but de la science sociale est de garantir la conservation de l'espèce humaine, nous impliquons par là qu'elle doit aussi garantir à l'homme le développement de toutes ses facultés intellectuelles, puisque ce dernier indique seul les moyens pour arriver à ce but. Ainsi se trouve anéantie cette sotte objection que l'égalité est la négation de l'être intellectuel.

Ainsi tombe encore cette autre objection que la loi égalitaire détruirait la science et les arts.

Mais l'égalité comprime, étouffe, anéantit l'activité humaine. Ah! s'il en était ainsi nous serions bien criminels, l'égalité serait une loi horriblement atroce! car nous savons que vivre c'est être actif. Loin donc de vouloir nier chez l'homme ce besoin de connaître, de raisonner, d'agir, et conséquents avec le principe que nous avons posé, nous voulons que ce besoin ait une satisfaction complète. Nous prouverons que la situation égalitaire peut seule garantir cette satisfaction. Mais il ne suffit pas que l'activité de l'homme reçoive une entière satisfaction pour que tout soit pour le mieux sous ce rapport; la science sociale, qui recherche tous les moyens d'être utile à l'humanité, doit aussi trouver celui d'attirer sans cesse cette faculté sur les objets utiles au lieu de la laisser se perdre dans l'aberration ou les futilités; nous croyons qu'obtenir ce résultat, c'est arriver au dernier terme de la perfectibilité.

Quant au reproche de monotonie, de langueur que l'on adresse à la communauté, il ne peut nous être fait que par celui qui n'a aucune idée de l'organisation communiste. Voyez, en effet, comme cette organisation est monotone! l'homme, sous ce régime, fera seulement quatre ou cinq fois le tour du globe. L'organisation du travail, ordonnée d'après le principe de la communauté, n'est pas moins accommodante; jamais, dans cet ordre social, l'homme ne sera cloué plus d'un jour de suite au même travail. Quelle langueur alors dans un état de choses où l'homme voyagera continuellement; et cela, dans le but d'opérer le mélange le plus intime de la race ; de stimuler sans cesse son activité, en lui offrant toujours des faits nouveaux à étudier; de laisser un libre cours au développement de la FRATERNITÉ, en préservant l'homme du contact perpétuel des mêmes êtres, lequel engendre l'attachement individuel qui est positivement la négation de la loi d'attraction, une et universelle. Oh oui! dans une organisation sociale ainsi combinée, il doit exister une monotonie et une langueur insupportables. Lecteurs, ne pensez pas que tout cela soit un *rêve*; nous vous prouverons que c'est une réalité.

D'après ce qui a été dit, nous croyons inutile de répondre à cette autre objection : la communauté impose à l'homme une contrainte perpétuelle. Certes, aucun de ceux qui nous la ferait, ne pousse aussi loin que nous l'amour de la liberté. Tous ensemble seraient fort embarrassés, si nous leur demandions le plan d'une organisation sociale où *toute domination de l'homme sur l'homme* serait entièrement abolie : ce plan nous le donnerons dans notre journal.

Enfin nous répondrons à la troisième et dernière objection : les communistes sont divisés; chacun entend la communauté à sa manière; nous répondrons : cela est vrai. Mais quelle est la cause principale des dissidences? il n'est pas besoin de la chercher longtemps; on la trouvera dans l'absence d'un ouvrage qui formule la doctrine d'une manière claire et complète. Tous ceux qui ont été publiés jusqu'à ce jour n'ont pas atteint le but qu'ils s'étaient proposé. Les ouvrages anciens, comme les nouveaux, soit par l'ignorance de leurs auteurs, ou la crainte de heurter certains préjugés, sont remplis d'idées fausses, d'inconséquences ou de contradictions, qui, au lieu de réunir, ne font que diviser. Ainsi, un ouvrage ou un organe, qui expose clairement et nettement l'organisation communiste, est indispensable pour rétablir l'unité dans la doctrine, et chez les hommes qui la professent. Nous venons remplir cette tâche. Qu'on ne nous accuse pas de venir semer la zizanie, de rechercher et de vouloir la désunion, tous nos efforts tendront au contraire à rallier les hommes de bonne foi sous le drapeau de la *vérité*. Nous sommes profondément convaincus que la vérité est le lien le plus puissant pour réunir les hommes, comme nous sommes également convaincus que l'erreur et le mensonge sont des sujets éternels de division. Nous ne reculerons jamais devant la vérité; nous nous prendrons corps à corps avec les préjugés qui nous empêcheraient d'arriver jusqu'à elle. Guerre à mort à toutes les erreurs, à tous les préjugés! le mensonge tremble déjà à l'aspect de la vérité qui s'avance : place à la vérité!

Nous réclamons maintenant l'indulgence du lecteur pour notre style; nos pensées seront peut-être mal rendues, beaucoup de locutions seront impropres; mais nous pensons qu'on accueillera avec bienveillance notre premier début. Nous déclarons, du reste, que nous n'avons nullement l'intention de nous soumettre aux règles absurdes de la *rhétorique*; les seules qualités

auxquelles nous nous attachons, et que nous nous efforcerons de réunir, sont celles de la *clarté* et de la *netteté*, et l'expression ou la locution la plus laconique sera toujours celle à laquelle nous donnerons la préférence. Nous croyons que le style qui réunit ces trois qualités est toujours celui qui rend le plus exactement la pensée de l'auteur, et, par conséquent, qui est le mieux compris par tous : voilà, sous ce rapport, notre seul but.

A vous, communistes de Paris et des départements, de nous seconder dans notre œuvre si vous la croyez bonne et utile!

BIO-BIBLIOGRAPHIE.

SILVAIN MARECHAL.

Il est des hommes qui ont consacré les trésors de leur intelligence et de leur vaste génie à l'amélioration et au bonheur de leurs semblables ; qui ont consumé leur vie dans d'immenses travaux pour atteindre ce but important, sans chercher à fixer les regards sur leur propre personne, et sans courir après la vaine chimère de laisser un nom après leur mort. *Silvain Maréchal* est de ce nombre; il a mérité, par ses vertus, par son ardent amour de la *vérité*, et son courage à la dire ouvertement, malgré ses puissants ennemis; il a mérité plus que Boileau, Racine, et tant d'autres beaux-esprits dont les écrits ont été plus nuisibles qu'utiles, qu'on conservât sa mémoire. Si l'on doit encore s'occuper des hommes (ce que l'on ne fera plus dans une société bien organisée), il est temps d'en faire un choix, de ne rappeler que ceux dont la vie et les travaux peuvent offrir quelque enseignement profitable, et de vouer les autres à l'oubli et à l'obscurité dont ils n'auraient jamais dû sortir. Par ce moyen on parviendra, sans doute, à donner à l'intelligence une direction salutaire, qui hâtera le progrès des connaissances humaines vraiment utiles.

Maréchal (Pierre-Silvain) naquit à Paris le 15 août 1750, son père le destinait au commerce; mais sa répugnance pour une profession qu'il regardait comme inutile, et qui d'ailleurs, lui imposait la nécessité de mentir, le fit résister. Il se fit avocat; quitta bientôt cette nouvelle carrière, qu'il reconnut ne pas valoir plus que l'autre, et se livra aux lettres pour lesquelles il avait un goût particulier. Dès l'âge de vingt ans, adonné à la poésie, il composait déjà de fort jolis vers, pleins d'esprit, pour les différents recueils qui s'imprimaient alors. Il s'attacha d'abord, de préférence, au genre pastoral, et faisait de charmantes idylles que Théocrite et Gesner n'auraient pas désavouées. Mais des sujets plus sérieux devaient l'occuper. La philosophie du XVIIIe siècle, qui avait rendu tant de services à la raison, perdait tous les jours de nouveaux défenseurs; Maréchal se mit sur les rangs, et figura avec avantage parmi les Diderot, les d'Holbach; il publia en 1781, sans y mettre son nom, un poème philosophique dont la hardiesse souleva contre lui les hommes de mauvaise foi intéressés à l'erreur, et la colère des dévôts. C'était un réquisitoire foudroyant contre l'opinion qui admet l'existence d'un *être* au-dessus de la nature, et un plaidoyer plein d'éloquence en faveur du matérialisme étayé sur les principes de la plus austère vertu, et embelli des charmes d'une poésie mâle et énergique.

Attaché depuis plusieurs années au collége Mazarin, dont il était sous-bibliothécaire, il remplissait ses fonctions avec l'exactitude la plus scrupuleuse. Son amour pour l'étude le retenait tous les jours à la bibliothèque, longtemps après qu'elle était fermée au public. Là, il feuilletait cette foule innombrable de livres, dont la plupart lui semblaient autant de monuments élevés à grands frais à l'erreur, à l'orgueil, à la vanité et à la stupidité humaine. Il gémissait de trouver si peu de choses utiles à travers tant de fatras, et se convainquait, à mesure qu'il avançait dans ses investigations, que les hommes, au lieu de se meubler la tête d'autant d'extravagances, auraient mieux fait de s'en tenir aux notions simples de la nature, à un emploi bien entendu de l'intelligence que leur avait donnée la mère commune, pour travailler à leur bonheur et au perfectionnement de leur espèce. Ces réflexions lui firent imaginer une réforme sociale dont nous parlerons tout à l'heure.

Les principes philosophiques qu'il professait hautement, le poème qu'il avait publié, lui avaient attiré, comme nous l'avons vu tout à l'heure, une foule d'ennemis. Les plus acharnés étaient des prêtres qui dirigeaient la bibliothèque, et qui, par conséquent, le tenaient sous leur dépendance. Ils n'attendaient qu'une circonstance favorable pour se venger : elle se présenta bientôt. Maréchal venait de mettre au jour un opuscule philosophique sous le titre d'*Almanach des honnêtes gens*, où il avait, à dessein, placé le nom de Jésus-Christ entre celui d'Épicure et de Ninon de l'Enclos. Dénoncé au parlement, il fut, sur le réquisitoire de l'avocat-général Séguier, décrété de prise de corps, et son ouvrage condamné à être brûlé par la main du bourreau. Pour soustraire Maréchal à cette persécution, ses amis demandèrent une lettre de cachet; mais le commis qui l'expédia eut la maladresse de mettre, au lieu de la Bastille, Saint-Lazare, prison où on renfermait les malheureux que toute mauvaise organisation sociale fait voleurs et scélérats. Il fut rendu, en 1789, à la liberté et à sa place que lui avait fait perdre cet accident.

L'aurore de la révolution le combla de joie; il crut déjà voir la réalisation du projet de réforme qu'il rêvait depuis long-temps. On avait pu remarquer dans tous ses ouvrages sa prédilection pour la vie pastorale des premiers hommes, pour le gouvernement patriarchal qu'il disait le seul avoué par la nature, et le seul qui pût faire le bonheur de l'humanité. C'était en effet une idée fixe chez lui. Il voulait qu'on démolît les villes, qu'il regardait comme des cloaques impurs, des foyers incessants de corruption; qu'on se divisât par familles dans des habitations éloignées à une certaine distance les unes des autres. Mais ce qui lui faisait surtout adopter ce système, c'est qu'il n'y trouvait plus ni lois, ni gouvernement : choses pour lesquelles il avait une grande aversion. « L'homme, disait-il, est né pour vivre indépendant et » se gouverner lui-même; il a déjà fait un pas vers la corruption, » quand il a reconnu au-dessus de lui un de ses semblables, valût-il beaucoup mieux que lui. La science du gouvernement est » un hors-d'œuvre. Le genre humain ne réussit pas à faire masse. » Séparons-nous amicalement en petits groupes. L'homme ne » doit pas obéir à l'homme; son père seul a droit de lui commander ; un roi ou des représentants, un code civil, une constitution politique, tout cela est beau peut-être, mais parfaitement » inutile à l'homme en famille, qui préfère la paix domestique à » l'éclat éphémère et périlleux de la civilisation. » Enfin, il ne voulait point de lois écrites; la morale, inculquée à l'enfant dès son bas âge était, selon lui, la seule loi qui pût déterminer l'homme à bien agir :

« Les lois ne donnent point de mœurs.
« Les mœurs dispensent des lois :
« Les lois ne sauraient se passer des mœurs;
« Les mœurs peuvent se passer des lois;
« Les lois sans mœurs font des hypocrites;
« Les mœurs sans lois constituent le parfait honnête homme. »

Tels étaient les principaux arguments qu'il apportait à l'appui de son système, dans lequel il y a à prendre et à laisser, comme dans toutes les théories formulées jusqu'à ce jour. Un de ces arguments a particulièrement attiré notre attention ; c'est celui qui concerne

le gouvernement, la politique et les lois; mais nous y reviendrons tout à l'heure. Suivons maintenant Maréchal, pendant la crise révolutionnaire. L'assemblée nationale qu'il pensait devoir être composée de 1,200 sages, portant hardiment la cognée sur le vieil édifice social, ne répondit pas à ses espérances. Au lieu d'une réforme radicale, il s'indignait de les voir appliquer aux maux de la société de légers et insignifiants palliatifs. « Enfants » des hommes! leur disait-il, si vous saviez combien tout ce qui » sort de vos étroits cerveaux est petit devant les vastes concep- » tions de la nature! Enfants! écoutez votre mère; laissez là ces » réformes qui n'amènent que de nouveaux excès, ces révolutions » qui, en dernière analyse, ne sont que des changements, et trop » souvent que des surcroîts de maux. Il n'y a que ce qui est sanc- » tionné par la nature, qui puisse avoir des suites durables. Il y » avait une grande et belle révolution à tenter, et on devait l'es- » pérer de la sagesse de 8 à 1,200 élus entre 25 millions d'hom- » mes : c'eût été de *rappeler véritablement l'espèce humaine* » *aux premiers droits de la liberté individuelle*, et de briser » les ressorts si compliqués de la société civile, au lieu de les » tendre de nouveau; c'eût été, en un mot, de ne conserver que » ce que la nature avoue. »

Mais Maréchal parlait dans un désert; la révolution, absorbée tout entière par la politique, faisait perdre aux hommes le point de vue social. Les grands mots : *amour de la patrie, constitution, souveraineté du peuple, représentation nationale* mis en vogue par les événements, étaient dans la bouche de chacun; chacun pensait être parvenu au dernier degré de la perfectibilité humaine, en se disant *patriote*, *républicain*, *démocrate*, etc. A mesure que la révolution avança, toutes ces dénominations furent érigées comme autant de vertus, et tous rivalisaient à qui en remplirait le mieux la lettre. Malgré cet enthousiasme, malgré le danger qu'il y avait à s'élever contre ces idées qui faisaient tout le ressort du gouvernement d'alors, Maréchal les attaqua avec force, et déploya dans cette lutte toutes les ressources de la raison. En quelque lieu que se réfugia l'erreur, elle ne fut jamais sacrée pour lui : il l'avait attaquée sur le trône, il l'attaque aujourd'hui dans le sénat, dans le peuple même. Il ne prononçait qu'avec pitié ces locutions idéales, qui malgré leur vide produisaient sur le grand nombre l'effet de la magie; les seuls qui eussent pour lui un sens vrai étaient celles renfermées dans cette immortelle légende de la république : *liberté*, *égalité*, *fraternité*. « Mais ce ne sont là que des mots, disait-il, tant qu'il y aura des » valets et des maîtres, des pauvres et des riches : point de li- » berté! point d'égalité! tant que les hommes feront peuple : » point de fraternité! la révolution n'est point faite. »

Cette critique hardie et violente de la révolution, à laquelle on avait fait prendre une fausse marche, n'attira cependant sur sa tête aucune persécution. Ami de *Chaumette* qui partageait ses principes, et qui désirait comme lui plus qu'une réforme politique, il ne fut pas étranger à l'établissement du culte de la raison que provoqua le procureur de la commune de Paris. C'était, aux yeux de Maréchal, une grande victoire remportée sur les préjugés gothiques, que la proscription du fanatisme religieux, plus à craindre encore que le fanatisme politique. Mais cette victoire ne fut pas de longue durée : Robespierre voulant substituer le culte de l'Être-suprême à celui de la raison, sacrifia les hébertistes, parmi lesquels se trouvait Chaumette : cette faute fut le signal de sa perte; s'il avait mieux su apprécier ces hommes, s'il ne s'était pas effrayé de leurs principes, de leur ardeur, il aurait fait cause commune, et aurait pu terrasser les intrigants, aux mains desquels sa mort laissa le timon des affaires. Mais il faut se résigner, et voir d'un œil sec la révolution revenir sur ses pas. Cette marche rétrograde dura deux années, sans qu'on pût s'en apercevoir. Cependant les hommes de bonne foi qui avaient pris le change sur la réaction thermidorienne, ceux mêmes qui y avaient prêté la main, ne tardèrent pas à revenir de leur erreur. Un homme qui, animé de l'amour de ses semblables, cherchant le moyen de les rendre heureux, avait demandé, dès le commencement de l'orage révolutionnaire, une répartition plus équitable des fruits de la terre; un homme qui, abusé sur les véritables intentions des Hébertistes et de Robespierre, avait applaudi à leur chute; *Babeuf*, enfin, reconnut son aveuglement, et protesta d'une manière énergique contre les réacteurs de thermidor. Il ne voulait pas seulement qu'on revînt où on en était avant cette journée funeste, mais qu'on tirât de la révolution tout le parti qu'il était possible d'en tirer; c'est-à-dire, qu'on la ramenât à son véritable esprit : *le bonheur commun*. Pour arriver à ce but, il chercha long-temps la route la plus praticable et la plus sûre. Le partage des biens dont il avait d'abord eu l'idée, laissait dans son esprit bien des doutes; il tâtonnait encore, lorsque le *code de la nature par Morelly* lui tomba dans les mains. Au lieu de partager les biens, Morelly les mettait en commun, à l'exemple de Pythagore et de Thomas Morus. Babeuf, frappé de la supériorité de cette doctrine, n'hésita pas de l'adopter et d'abandonner la sienne. Dès lors il prêcha avec enthousiasme la doctrine de l'égalité réelle et de la communauté des biens dans un journal intitulé *le Tribun du Peuple*. Il fit un grand nombre de prosélytes, parmi lesquels on remarquait surtout les véritables démocrates qui, comme lui, avaient été trompés par la réaction thermidorienne. Silvain Maréchal ne put voir sans émotion le courage avec lequel ce nouveau tribun soutenait ses principes, malgré les tracasseries de l'autorité, et la rage des égoïstes. Il en fut de lui comme de Babeuf, et comme il doit en être de tout homme de bonne foi; dès qu'il eut médité la doctrine de la communauté égalitaire, il abandonna son système de gouvernement patriarcal. Il fut trouver Babeuf pour s'entendre avec lui, l'aider de son concours. Ils eurent ensemble, conjointement avec un de leurs amis, plusieurs conférences à la suite desquelles ils résolurent de créer un comité, ou directoire secret, composé de douze membres choisis parmi les hommes les plus éclairés et les plus avancés dans les principes, pour poser les bases de la doctrine égalitaire, et préparer les moyens de son application. La formation de ce comité eut lieu en effet: Maréchal en fut le membre le plus assidu, le plus actif, le plus laborieux. Le comité faisait une immense propagande par le moyen des journaux, des brochures, des affiches, etc., qu'il répandait à profusion dans les quartiers populeux de Paris, et même parmi l'armée dans laquelle il s'était ménagé des intelligences. C'est Maréchal qui composait ces chansons où le peuple était invité à se soulever contre ses oppresseurs (le directoire), à reconquérir l'égalité, et que l'on retrouve encore dans le recueil de pièces saisies chez Babeuf. C'est lui qui rédigea, d'après les ordres du comité, le fameux *Manifeste des égaux*, dont la hardiesse effraya même ses collègues. Voici quelques extraits de cette pièce : « La révolution française n'est que l'a- » vant-courrière d'une autre révolution bien plus grande, bien » plus solennelle, et qui sera la dernière. — Toujours et partout » on berça les hommes de belles paroles : jamais et nulle part ils » n'ont obtenu la chose avec le mot. De temps immémorial on » nous répète avec hypocrisie : *les hommes sont égaux;* et de » temps immémorial la plus avilissante comme la plus mons- » trueuse inégalité pèse insolemment sur le genre humain.—Nous » sommes tous égaux; ce principe demeure incontesté, parce qu'à » moins d'être atteint de folie, on ne saurait dire sérieusement » qu'il fait nuit quand il est jour. — Eh bien! nous prétendons » désormais vivre et mourir égaux comme nous sommes nés : » nous voulons l'égalité réelle ou la mort. — *Nous consentons* » à tout pour elle, à faire table rase pour nous en tenir à elle » seule. Périssent, *s'il le faut*, tous les arts, pourvu qu'il nous » reste l'égalité réelle. » Cette dernière phrase et une autre ainsi conçue : « Disparaissez enfin, révoltante distinction de gouver- » nants et de gouvernés, » que n'approuvait pas le comité, empêchèrent, comme nous l'apprend *Buonarotti*, la publication du

manifeste des égaux. Ce fait demande un mot d'éclaircissement. Le motif qui détermina le comité à ne pas admettre la phrase de Maréchal, concernant les arts, est, que ses membres s'étant déclarés partie pour, partie contre, il ne voulait pas émettre d'opinion sur cet important sujet, avant de l'avoir décidé. Du reste, ceux qui penseraient trouver dans cette phrase la proscription des arts se tromperaient beaucoup. Faisant allusion à l'opinion des philosophes qui, comme Mably et Rousseau, tenaient pour incompatibles l'égalité et les arts, Maréchal s'écrie dans un saint enthousiasme : si nous sommes réduits à la triste nécessité de choisir entre l'égalité et les arts; *s'il le faut, nous y consentons :* gardez vos arts, laissez-nous l'égalité. Ainsi Maréchal ne présente la chose que sous la forme de doute, en disant : *s'il le faut, nous y consentons;* ce qui veut dire également : *s'il ne le faut pas, nous n'y consentons pas.* Les antagonistes outrés des arts dont il suppose, pour un instant, les idées vraies, ont donné dans la plus grande erreur, 1° en faisant à l'égalité une condition expresse de leur exclusion; 2° en confondant les arts utiles avec les beaux-arts; 3° en ne séparant pas, dans ces derniers, l'abus de la chose de la chose elle-même. Les arts utiles doivent être pratiqués, par la raison seule qu'ils sont utiles, et les beaux-arts, qui ne sont qu'agréables, doivent être tolérés comme délassement, sans en faire une fonction spéciale.

Maréchal prit part aux travaux du comité secret jusqu'à ce qu'il fût découvert, et que, sur la dénonciation d'un traître, la presque totalité de ses membres fût arrêtée et jetée dans des cachots. Babeuf, condamné à mort par la haute cour de Vendôme, périt comme les Gracques, dont il avait pris le nom et la qualité, pour avoir aimé ses semblables et voulu faire leur bonheur. Darthé, l'un de ses compagnons, fut frappé du même coup; les autres portèrent dans l'exil la douleur et les regrets d'avoir échoué. Maréchal échappa comme par miracle aux persécutions du directoire. On trouva cependant de son écriture parmi les nombreux papiers saisis chez Babeuf, mais elle ne fut pas reconnue, et son nom ne se trouvait au bas d'aucune pièce.

Après que Babeuf eut expié ses généreux efforts, et que sa mort eut presque anéanti jusqu'à l'espoir de reprendre son œuvre, Maréchal retomba sous l'influence de ses premières inspirations. Son système patriarcal lui reparut encore plus parfait que celui de la communauté, tel que l'avait enseigné Babeuf. Ce qui lui répugnait dans ce dernier, c'est qu'il y retrouvait encore une constitution politique, une forme de gouvernement, des lois, que lui, Maréchal, considérait comme une négation de la liberté. Selon lui, les hommes n'avaient inventé la politique, ne s'étaient fait des lois, des constitutions, qu'à mesure qu'ils commençaient à se corrompre; ils avaient été obligés de mettre quelques-uns d'entre eux à leur tête pour faire exécuter ces lois, veiller au maintien de ces constitutions : de là l'action de l'homme sur l'homme, de là, la gêne, de là, la tyrannie exercée par un ou par plusieurs. La corruption et l'oppression, le mal, enfin, augmentant toujours, rien cependant n'annonçant qu'il dût bientôt finir; comment faire pour l'arrêter? il fallait l'attaquer dans sa racine; il fallait revenir à la mère commune, et pour cela il n'y avait qu'un moyen : « C'était, poursuivait Maréchal, de rompre le » pacte social, de se diviser par familles, et de vivre chacun chez » soi, n'obéissant qu'à la loi paternelle. »

Abstraction faite de son système patriarcal, *les idées antipolitiques ou anarchiques* (1) qu'il a émises, et dont aucun socialiste ne s'est encore occupé, mériteraient, selon nous, qu'on les examinât sérieusement. Il est à regretter qu'il n'ait pas cherché à appliquer ces idées à la doctrine de la communauté égalitaire, comme cette phrase du manifeste des égaux : « disparaissez enfin » révoltante distinction de gouvernants et de gouvernés, » repoussée par le comité secret, ferait croire qu'il en eut d'abord l'intention; il aurait pu nous laisser des vues qui eussent jeté un grand jour sur cette matière. Mais enfin, il a indiqué, il a posé un problème qui ne serait pas indigne d'occuper l'Institut de France; sa solution serait tant soit peu plus intéressante que celle de la quadrature du cercle, et de tant d'autres problèmes de ce genre. On pourrait poser ainsi la question, savoir : Si l'homme est perfectible? — Si cette perfectibilité n'a de bornes que la perfection?—Si l'homme, étant parfait, peut vivre en société sans aucune espèce de lois, ni forme quelconque de gouvernement?

(1) Anarchie — État sans gouvernement, et non désordre comme l'entendent nos politiques.

Nous aurions encore beaucoup à dire sur Maréchal, si les bornes restreintes de cet article ne nous obligeaient pas à nous en tenir à ce simple exposé. La seule indication du titre de tous les ouvrages qu'il mit au jour nous mènerait plus loin que nous ne voudrions : on peut en compter hardiment plus de cinquante. C'était un des littérateurs les plus féconds, en même temps que *le penseur le plus hardi de son siècle* (1). En l'an VI il publia *le Lucrèce français*, poème en vers, dans lequel il s'élève bien au-dessus du poète latin, tant par la force du raisonnement que par la vigueur du style. L'épigraphe de ce livre est ainsi conçue :

« L'homme a dit : faisons Dieu;
» Qu'il soit à notre image!
» Dieu fut; et l'ouvrier adora son ouvrage. »

On trouve dans le prologue les cinq vers suivants qui peignent très bien son amour pour la vérité, et le courage qu'il montra toujours à la dire :

« Auguste vérité, sois l'âme de mes vers;
» Je plaiderai pour toi contre tout l'univers.
» Le prêtre, en se vengeant, goûte tous les plaisirs...
» Oui! je le sais... Eh bien!... L'erreur eut ses martyrs;
» De la philosophie, à mon tour je veux l'être. »

L'année suivante, il fit paraître son *Voyage de Pythagore* auquel il travaillait depuis dix ans. Les immenses recherches qu'on y trouve, attestent la vaste érudition de Maréchal. Le législateur de Crotone y est, pour la première fois, apprécié à sa juste valeur; ses lois politiques et morales, disséminées jusqu'alors dans toutes les productions de l'antiquité, recueillies avec soin, offrent de grands sujets de méditation à ceux qui s'occupent de science sociale et de philosophie.

Son Dictionnaire des athées anciens et modernes qu'il donna en l'an VIII, et à la tête duquel se trouvait une apologie du matérialisme, appuyée sur les arguments les plus solides, souleva contre lui un orage violent. Convaincu de ce qu'il avait dit, il ne recula pas devant ses antagonistes furieux; il se contenta de les plaindre sans répondre à leurs injures. Plusieurs autres ouvrages aussi vigoureux sortirent encore de sa plume, mais la mort le saisit brusquement le 18 Janvier 1803, dans sa 53e année, et l'enleva ainsi à la philosophie à laquelle il pouvait rendre encore d'importants servicss, et à ses nombreux amis dont il était l'idole. L'un d'eux, *Delalande*, disait : « la perte de Silvain Maréchal » en est une pour la philosophie, car il avait un courage qu'on » ne retrouve presque jamais. » En effet, jamais homme de lettres n'eut plus de courage et de hardiesse; quelque dure que fût la vérité, quelque violente qu'elle fût pour certains préjugés, il la disait hautement et toute entière. S'il avait trouvé beaucoup d'imitateurs, nous serions, sans doute, plus avancés que nous le sommes.

Nous terminerons cette notice par l'épigraphe que s'était faite Maréchal lui-même :

« Ci repose un paisible athée :
» Il marcha toujours droit sans regarder les cieux.
« Que sa tombe soit respectée!
» L'ami de la vertu fut l'ennemi des dieux. »

(1) C'est ainsi que l'appelaient plusieurs de ses contemporains.

POLICE CORRECTIONNELLE.

Les 8, 9 et 10 Juin, comparaissaient devant la sixième chambre du tribunal correctionnel de Paris, dix prévenus presque tous accusés du même délit, quoique professant des opinions différentes et qui n'avaient de commun entr'elles que le but : *Le bonheur de l'humanité*. Parmi eux on remarquait : *Pillot, Rozier, Blaise, Dourille* et *Audry*. Le premier déclare hautement qu'il est *Communiste*, et qu'il prend ce titre comme il prendrait celui de tout autre doctrine s'il la professait. Il répond au président qui l'accuse d'avoir, dans ses écrits, et entr'autres dans une brochure intitulée : *Ni Château, ni Chaumière*, excité au régicide et enfanté des Darmès : « Qui me dira que Darmès ou tout autre n'aura » lu que mon livre ? Qui me dit qu'il n'a pas lu la Bible qui a » fait Ravaillac ? Si on trouve mon écrit dans la poche d'un » homme avec un pistolet, dira-t-on que c'est l'écrit qui a chargé » le pistolet ? On ne m'a pas poursuivi pour mes écrits, on m'a » tenu neuf mois en prison. » Rozier, prévenu de port d'armes prohibées, pendant la coalition d'ouvriers du mois de septembre dernier, dit qu'il a ramassé ces armes sans intention de s'en servir; puis il ajoute, sur ce qu'on l'accuse d'être communiste, et de chercher le trouble : « Je ne me suis jamais occupé que d'ordre » social. Je ne voulais que la paix et la fraternité. Je suis de » ceux qui pensent que les révoltes, les émeutes de la place publique ne produisent que l'anarchie. » Les autres accusés répondent tous d'une manière victorieuse aux accusations intentées contre eux : Blaise, Dourille et Audry, tous trois partisans de la réforme électorale, avouent qu'ils ont fait et feront encore tous leurs efforts pour la propager comme étant, selon l'un d'eux, « Le premier besoin de la France. » Ils se disculpent de l'accusation, commune à chacun des dix, d'affiliation à des sociétés secrètes.

La séance du 8 fut entièrement consacrée à entendre la déposition des témoins, et à l'interrogatoire des accusés. Partie des défenseurs fut entendue le 9, après le réquisitoire du procureur du roi, et partie le 10. La séance de ce jour. qui fut la dernière, offrit un tableau des plus touchants. L'éloquence douce et persuasive des défenseurs, qui tire toute sa force de la position critique dans laquelle une prévention de dix mois a mis les accusés, autant que la pureté des principes que plusieurs de ces derniers professent et avouent franchement, émeuvent tout l'auditoire en leur faveur. La sensibilité et la sympathie se peignent sur tous les visages; et les sentiments sont si vifs, que les gardes eux-mêmes ne peuvent retenir les larmes qui roulent dans leurs yeux. Les juges paraissent émus d'un spectacle aussi attendrissant. Après un moment de délibération les interprètes de la justice rendent un verdict d'acquittement pour tous les accusés, en ce qui concerne l'inculpation de participation à des sociétés secrètes, et condamnent trois d'entr'eux, pour fait de port d'armes prohibées, etc. : l'un, *Rozier*, à six mois d'emprisonnement, et 25 fr. d'amende; l'autre, *Samesun*, à quinze jours d'emprisonnement, et 16 fr. d'amende; le dernier, *Lambrun*, à un mois d'emprisonnement, et à 100 fr. d'amende.

Nous extrayons quelques passages du discours que Pillot a prononcé pour sa défense, et qui n'a pas peu contribué à l'émotion de l'auditoire :

« Messieurs, dit-il, j'ai été arrêté sous l'inculpation de complot, et voilà dix mois que je suis en prison. Dans les premiers » temps de mon arrestation j'ai paru devant la justice, et j'affirme » que mes explications devant elle ont été données avec une sincérité dont le juge qui m'interrogeait a été pleinement convaincu. » J'ai passé quatre heures dans son cabinet, causant avec lui, si » j'ose le dire, familièrement et philosophiquement, comme peuvent le faire deux hommes qui cherchent de bonne foi la vérité. Je ne lui ai rien célé de ma vie, de mes habitudes; je lui » ai dit jusqu'aux heures où je me levais, et où je me couchais, » jusqu'au temps que je consacrais à mes travaux de nuit. »

» Aujourd'hui j'attends votre décision, ou plutôt je la connais, » car j'attends des preuves. Je suis donc devant vous calme et » plein de tranquillité; je suis ici tranquille comme dans ma demeure, occupé de mes travaux de tous les jours. C'est au » nom de l'équité, de la justice, de la loi, que je vous demande » où sont les preuves administrées contre moi, où sont les preuves » qui constatent le délit qui m'est imputé. Aussi, ai-je écouté en » silence tous les débats; je n'ai pas voulu en suspendre le cours » par des récriminations qui étaient dans mon droit. J'ai écouté » avec attention le réquisitoire du ministère public; j'en ai retenu » jusqu'aux expressions; je ne viens pas ici protester contre elles. » Je respecte la justice, et je suis sûr qu'elle aura compris tout ce » qu'il y avait de passion dans le langage du ministère public » sinon contre moi, au moins contre mes écrits. »

» Ce n'est pas ici que je dois les défendre, en développer » l'esprit, chercher à démontrer si tel homme, si la communauté est un bien. Oui, je suis communiste, mais je n'en fais » pas vanterie; je ne me pavane pas de l'opinion des hommes » qui me connaissent et qui connaissent tout ce qu'il y a de » respectable dans ma position depuis dix années que je suis » séparé de ma famille. Dans cet intervalle de temps, j'ai » tenu école, et en six semaines j'avais obtenu quatre-vingt-quinze élèves ; j'occupais avec moi douze professeurs. Ce » que je dis n'est pas pour tirer vanterie de ce je que puis » faire, de ce que je pourrais être. J'ai une opinion, j'ai cherché à la répandre; je l'ai cherché dans un long travail, et » surtout dans le travail des nuits, car je dormais le jour » pour travailler dans le recueillement et le silence. Jamais on » ne m'a vu dans aucun lieu public, jamais je n'ai fréquenté » les cafés, les marchands de vins, les tavernes; jamais je n'y » ai paru une seule fois dans ma vie.

» J'aurais pu avoir recours à la presse périodique pour développer mes théories; j'aurais pu avoir recours (pardonnez-moi la trivialité de l'expression) à ce qu'on appelle de la » *banque*, des fanfaronnades, pour chercher à les faire prévaloir, je n'y ai travaillé que pendant le silence et l'étude du » cabinet. »

L'orateur invoque, à l'appui de ses idées, le témoignage des philosophes depuis Platon jusqu'à Mably ; quelques passages de ce dernier, qu'il accompagne de commentaires dans le sens de la doctrine communiste, sont suivis de ces citations, tirées d'un ouvrage en trois volumes qu'il a fait lui-même, et qu'il annonce avoir l'intention de publier quand il y aura mis la dernière main : « Il y a des vérités primordiales co-existantes à » l'univers, qui sont éternelles comme lui, en conséquence desquelles tout ce qui est doit être, de telle manière plutôt que » de telle autre. — Les conséquences à tirer de ces principes » éternels constituent l'ordre et le bien ; — les conséquences » fausses constituent le désordre et le mal. — L'existence de » l'humanité est évidemment l'objet médiat ou immédiat de toute » existence dans l'univers, et cette vérité est mathématiquement » démontrable, comme la rotondité du cercle, comme la propriété des nombres. »

Le procureur du roi a interjeté appel : ce sont de nouvelles souffrances imposées à des hommes que la justice a reconnus innocents; espérons qu'un nouveau jugement, qui ne peut être moins équitable que le premier, y mettra bientôt fin. On nous assure que l'affaire doit passer le 8 à la cour royale.

LAMENNAIS.

Le dernier ouvrage de M. de Lamennais renferme un chapitre que les journaux du pouvoir se sont empressés de reproduire

avec une affectation qui ne décèle que trop la profonde haine qu'ils nourrissent contre nous. Ce chapitre, dirigé spécialement contre les doctrines communistes, contient des arguments si erronés, si rebattus, que nous ne prendrions pas la peine d'en parler s'ils ne partaient pas d'une plume qui exerça *autrefois* une certaine influence sur la nombreuse classe des prolétaires, qu'il est important de détromper. Nous renvoyons cette critique au prochain numéro, dans lequel nous apprécierons en même temps les idées de M. Lamennais, et où nous demontrerons qu'il est lui-même un argument irrétorcable contre la doctrine du progrès dont il est partisan. Sans doute que les journaux qui s'occupent de la vraie science sociale ne laisseront pas passer ce fait inaperçu.

LE TRAVAIL.

ORGANE DE LA RÉNOVATION SOCIALE.

Tel est le titre d'un journal mensuel récemment publié à Lyon, fondé et rédigé *exclusivement* par des ouvriers. Pour ce qui est de l'esprit exclusif qu'ils impriment à leur œuvre, nos frères de Lyon peuvent s'approprier les mêmes raisons que nous donnons au journal *l'Atelier*. Mais ce n'est pas là encore ce qui nous tient le plus à cœur : nous gémissons de les voir marcher dans une fausse voie, de les voir se rattacher aux idées spiritualistes diamétralement opposées à la doctrine de la communauté égalitaire, dont ils sont les apôtres. Espérons qu'ils reviendront de leur erreur, et qu'ils reconnaîtront qu'on ne peut tirer de bonnes conséquences d'un principe mauvais. Puissent-ils n'admettre, comme nous, que les choses susceptibles de la plus rigoureuse démonstration. Il y a assez longtemps qu'on donne dans le vague, et qu'on cherche le bonheur où il n'est pas.

Richesse ou Pauvreté, par Cherbuliez. 1 vol. in-12, 1 fr. 25 c., en vente chez Pilout, rue de la Monnaie, 22.

Nous regrettons que l'espace nous manque pour examiner ce livre; il y a beaucoup à dire pour et contre; nous ne saurions le faire superficiellement. Nous aimons cependant à déclarer, à l'avance, que M. *Cherbuliez*, malgré ses nombreux errements; montre, dans cet ouvrage, un talent supérieur à manier l'analyse avec laquelle il dissèque la honteuse *loi d'appropriation*, dont il signale l'origine, les progrès et les conséquences funestes.

Réponse au journal l'Atelier.

Le dernier n° du journal l'ATELIER contient un article intitulé : *aux ouvriers communistes*, dans lequel il adresse plusieurs questions et conseils à notre journal, qui, quoique n'ayant pas encore paru, se trouve, ainsi que le *Travail*, journal communiste publié à Lyon, nettement indiqué par son titre. Nous allons passer en revue les idées fondamentales de cet article.

Les bruits divers qui ont circulé sur la publication de notre journal, l'accueil et les récriminations qu'ont éprouvés la ligne qu'il suivra invariablement et la doctrine qu'il professera, expliquent suffisamment, pour nous, comment l'*Atelier* a été amené à parler d'un journal qu'il ne connaissait pas encore.

Nous le louerons, d'abord, de la sympathie qu'il nous témoigné, et du ton de convenance qui règne dans tout son article. L'*Atelier* se félicite que notre journal soit fondé et doive être exclusivement rédigé par des ouvriers: on y lit : « Il est d'autant plus important que ce travail soit fait entre nous, ouvriers, que nous seuls pouvons nous dire nos vérités. » Nous ne partageons pas l'opinion de notre confrère; nous croyons que c'est là une erreur très grave et très funeste. Un milieu social faux devait nécessairement produire des idées fausses; d'où il résulte que, dans la société actuelle, un très petit nombre d'hommes a des idées vraies; mais ce petit nombre d'hommes n'est pas exclusivement dans une seule classe de la société; toutes les classes peuvent également revendiquer leurs apôtres, leurs martyrs de la régénération humanitaire. Si la statistique prouve en faveur de la classe ouvrière, c'est évidemment parce qu'elle est la plus nombreuse, et non parce qu'à elle seule est réservée la possession de la vérité; car tous les hommes sont également aptes à découvrir la cause des faits divers qui leur apparaissent journellement; la situation sociale, dans laquelle chacun d'eux s'est trouvé constitue seule la différence des capacités et des aptitudes. Ainsi, nous ne repoussons et nous n'excluons personne; nous appelons, au contraire, à nous tous les hommes de bonne volonté. Nous les adjurons de nous apporter leur concours dans notre œuvre régénératrice; n'importe de quelle classe ils sortent, ils seront toujours admis parmi nous, dès que leurs principes seront d'accord avec les principes égalitaires et communistes. Un ministre serait reçu avec joie dans nos rangs, si, nouveau *Thomas Morus*, il venait nous apporter un plan complet d'organisation communautaire, plus net, plus sensé que le nôtre.

Nous le répétons, il nous semble que l'*Atelier* est tombé dans une grave erreur en nous disant que nous, ouvriers, pouvions seuls nous dire nos vérités. L'histoire, que nous invoquerons toujours à l'appui de notre théorie de l'organisme humain, prouve la vérité de notre assertion. Les hommes les plus remarquables de l'antiquité et des temps modernes sont tous, ou presque tous, en dehors de la classe ouvrière : Pythagore, Socrate, Platon, Thomas Morus, Campanella, Mably, Morelly, Babeuf, Buonarotti, n'étaient certainement pas des ouvriers, et cependant voilà nos maîtres, à nous. Faudra-t-il repousser une vérité, parce qu'elle nous viendra d'un homme d'origine aristocratique? La vérité n'est-elle pas toujours la vérité, de quelque part qu'elle vienne ? Nous conseillons à l'*Atelier* (nous usons ici du droit de réciprocité), d'appeler à lui et d'admettre dans son sein tous les hommes de bonne volonté, même M. *Buchez*, le cas se présentant.

L'*Atelier* se demande ensuite s'il existe entre lui et nous une séparation *réelle, profonde;* si ses principes sont la contradiction radicale des nôtres, ou bien, si *la désunion ne serait que le résultat* de préventions ou de malentendus. Il déclare d'abord *que la séparation est plus apparente que réelle;* et il finit ensuite par reconnaître *que le germe séparateur est au milieu de nous.* Il déplore cette division sans trop nous indiquer le remède au mal. Pour lui, *la cause de nos divisions est toute entière dans la vanité de quelques hommes, qui, n'ayant point voulu rester dans la foule et suivre les voies ordinaires, ont élevé de nouveaux drapeaux sur lesquels ils ont mis des signes particuliers, appelant à elle, chacune de son côté, des hommes qui les reconnaissent pour chefs.* Ce n'est pas à nous que cela s'adresse; ceux à qui l'*Atelier* semble faire allusion ont le loisir d'y répondre; quant à nous, nous nous bornerons à répéter ce que nous avons déjà dit dans notre introduction, que la cause de toute division est dans l'ignorance des hommes, et dans l'absence d'un ouvrage ou d'un organe qui rende la science sociale si claire et si nette qu'elle soit démonstrative; alors la vérité étant évidente pour tous, ne pourrait plus être contestée par personne; voilà la principale cause du mal, voilà quel en serait le remède. Puissions-nous accomplir cette mission, comme nous espérons le faire!

(*La suite au prochain N°.*)

Le Directeur-Gérant, G. CHARAVAY.

Paris. — Impr. Moquet et Cie, r. de la Harpe, 90.